

Le Nicaragua qualifie les sanctions américaines de "pandémie d'agressions"

Image not found or type unknown



Managua, 25 août (RHC) La vice-présidente du Nicaragua, Rosario Murillo, a qualifié de "pandémie d'agression" les sanctions imposées par des pays comme les Etats-Unis, et elle a exigé du respect.

Rejetant les sanctions de l'Union européenne (UE), du Canada et des États-Unis contre des fonctionnaires du gouvernement nicaraguayen, Rosario Murillo a dénoncé qu'il "y a une pandémie

d'agressions contre les peuples dans beaucoup de régions. Ils appellent ça des sanctions, mais ce sont des agressions", a-t-elle souligné.

La vice-présidente a ensuite mis en doute la capacité de ceux qui imposent des mesures coercitives contre d'autres nations. "Qui a autorisé quelqu'un à imposer une telle punition (...), alors qu'ils attaquent parce que les peuples sont courageux" ?, a demandé Murillo.

S'adressant aux pays qui ont appliqué des sanctions à des dizaines de fonctionnaires, elle a assuré qu'ils "veulent se montrer maîtres du monde" et elle a appelé au respect de la volonté des peuples. "Les sanctions sont le fruit de l'égoïsme, de la cupidité, de l'orgueil, de la suprématie", -a-t-elle ajouté.

Murillo, quatre de ses enfants et une vingtaine de fonctionnaires de l'État ont été sanctionnés par les États-Unis pour corruption présumée et violation des droits de l'homme, dans le contexte de la répression contre les manifestations civiles qu'ils ont lancées en 2018. Les États-Unis ont également sanctionné la police et les entreprises privées des fils d'Ortega Murillo.

Les sanctions des États-Unis incluent le gel de comptes à Banque, l'interdiction de transactions sous la juridiction des États-Unis, de propriétés ou d'intérêts sur une propriété, le refus ou la révocation de visas, et des pénalités économiques.

Les États-Unis indiquent que leurs mesures contre le Nicaragua expriment leur rejet de la violation prétendue des droits de l'homme et plus récemment, de l'arrestation d'opposants liés aux élections présidentielles qui auront lieu en novembre prochain.

Les autorités nicaraguayennes rejettent donc les accusations des États-Unis et elles affirment que les mesures coercitives visent en fait à créer l'instabilité dans le pays pour chasser Ortega du pouvoir.

En fait, le président du Nicaragua a déclaré vendredi que les opposants arrêtés dans le pays ces derniers mois cherchaient une nouvelle "vague de terrorisme" lors des élections de novembre prochain.

Ortega a souligné que l'amnistie qui a permis de libérer des centaines de manifestants arrêtés lors des émeutes de 2019 "ne leur a pas suffi et ils ont continué à conspirer et à parier sur une autre vague de terrorisme en vue des élections, dirigés par les yankees ", a déclaré le dirigeant.

Source Hispan TV

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/268097-le-nicaragua-qualifie-les-sanctions-americaaines-de-pandemie-dagressions>



Radio Habana Cuba